

Le système de milice

Quelles idées pour réformer le système de milice? Qui sont les gens qui effectuent un travail de milice à la tête des plus de 2000 communes de Suisse? «Commune Suisse» accompagne le thème prioritaire de l'Association des Communes Suisses en 2019 tout au long de l'année. Nous vous souhaitons une bonne lecture et nous disons merci à tous ceux qui s'engagent!

 2019
L'ANNÉE DU
TRAVAIL
DE MILICE

Agenda des manifestations - 2019 Année du travail de milice

23.5.2019– 24.5.2019	Séminaire d'été «Avenir du système de milice» et Assemblée générale de l'ACS
1.8.2019	Fête nationale du 1 ^{er} août sur le thème du système de milice
30.8.2019– 31.8.2019	«Journée/nuit portes ouvertes» des sapeurs-pompiers -> informations pour les communes sur www.tinyurl.com/lettre-communes

Vous trouverez l'agenda complet et actualisé sur notre site web
www.systemedemilice.ch.

De nouvelles impulsions pour réformer le système de milice

Le concours d'idées le montre: de meilleures conditions-cadres et des indemnités plus importantes ne sont pas les seules conditions pour renforcer le système de milice. Il faut également améliorer son image dans la population.



Christine Badertscher a siégé dans l'exécutif d'une commune bernoise. Elle propose qu'une personne active dans un conseil communal pourrait se voir attribuer des crédits à faire valoir dans le cadre d'une formation ou d'une formation continue.

Photo: Deniz Kenber

L'Association des communes suisses (ACS) a déjà obtenu un résultat au moins avec son «Année du travail de milice»: les problèmes rencontrés par le système de milice (voir encadré) font maintenant l'objet d'une discussion publique. Même si le travail lui-même reste peu prisé, il est de bon ton de se préoccuper du problème. Au début de l'année, la Haute école technique et économique de Coire (HTW) a présenté une étude dont les auteurs proposent plus de 80 mesures envisageables pour renforcer le système de milice. Parallèlement au travail de ces experts, l'ACS a lancé un concours

d'idées en collaboration avec de grandes entreprises et diverses associations économiques. Les meilleures ont été distinguées fin février à Zurich.

Propositions controversées

Les organisateurs n'ont cependant pas été submergés par les propositions. La plus grande part des 19 idées soumises sont venues d'associations et d'organisations plus ou moins directement concernées par la question. Ainsi, la directrice de la Fédération suisse des Parlements des jeunes Stefanie Bosshard propose l'introduction de «conseils communaux des jeunes». Ils travailleraient parallèlement et en contact avec les véritables exécutifs communaux de manière à permettre aux jeunes de se familiariser avec la politique à cet échelon. Sandro Lienhart, président des Jeunes Libéraux-Radicaux zurichoises, veut pour sa part que le temps consacré à ce travail de milice soit pris en compte dans la durée du service militaire. Bien

que cette idée n'aille pas aussi loin que le «service citoyen» proposé il y a quelques années par la cellule de réflexion libérale Avenir Suisse, elle ne fera certainement pas l'unanimité au niveau politique.

Part de la formation

Il devrait en aller de même pour la proposition de Christine Badertscher qui fait partie du FJG, une association allemande pour la promotion des jeunes dans les exécutifs communaux, et souhaite que l'exercice d'une telle fonction soit reconnu comme une formation. Ainsi, une personne active dans un conseil communal pourrait par exemple se voir attribuer des crédits ECTS à faire valoir dans le cadre d'une formation ou d'une formation continue. Cette idée vient de son expérience personnelle. Agée aujourd'hui de 37 ans, elle a représenté pendant six ans les Verts dans l'exécutif de la commune de Madiswil, dans le canton de Berne, tout en travaillant et étudiant l'agronomie, a-t-elle expliqué dans un entretien. «Si j'avais pu faire valoir mon activité politique dans le cadre de mes études, j'aurais par exemple pu m'épargner un séminaire sur le leadership.» Ce qui lui aurait permis d'alléger un peu son agenda.

Christine Badertscher est en outre convaincue qu'une telle mesure pourrait changer la perception du travail de milice dans le public. «Souvent, quand je racontais à des connaissances que je siégeais au conseil communal, elles s'étonnaient et me demandaient pourquoi je m'infligeais cela», raconte-t-elle. De nombreuses personnes ne réalisent pas qu'on apprend beaucoup dans cette fonction et que ce travail peut favoriser la carrière professionnelle. Mais cette perception pourrait changer si cette activité était reconnue comme formation.

Politiciens à l'école

Ces préoccupations reviennent régulièrement lorsqu'on discute avec des personnes exerçant une fonction politique: elles apprécieraient certes de meilleures conditions-cadres et des indemnités fi-



Des idées pour réformer le travail de milice

Ne plus faire dépendre du lieu de domicile

Le mandat de conseiller communal ne devrait plus être prioritairement lié au lieu de domicile. De ce fait, les «politiciens ayant le mal du pays» ou les spécialistes externes qui ont des intérêts politiques auraient la chance de faire partie de l'exécutif communal dans la commune de leur choix, et non pas seulement dans leur commune de domicile. En règle générale, la plupart des candidats externes ont moins de préjugés et ne sont pas influencés par des intérêts particuliers.

Le manuel du savoir-vivre des autorités

La façon de collaborer ainsi que les relations entre les autorités et les administrations exercent une influence sur la capacité de performance, la motivation et le climat de travail. Proposition de solution: élaboration et publication d'un manuel du savoir-vivre (Knigge) pour les autorités.

Profil des tâches pour l'activité des autorités

Pour que l'engagement en tant que membre des autorités dans un système de milice soit attrayant, les conditions pour y parvenir doivent être très accessibles. Ceci implique de bonnes connaissances des circonstances qui prévalent, des conditions générales ainsi que des spécificités des activités propres aux autorités. Proposition: élaboration d'un profil des activités des autorités.

Comparaison des indemnités

Souvent, les indemnités versées au titre de travail de milice ne sont pas en adéquation avec les tâches communales qui deviennent toujours plus complexes. Une indemnité appropriée ou la mise en place d'autres possibilités de reconnaissance du travail effectué par les autorités sont d'importantes conditions pour assumer un mandat au sein des autorités. Proposition: élaboration d'une comparaison des indemnités dans le sens d'un benchmark entre les communes politiques pratiquant le système de milice.

Mandat politique sous forme de service civil

Depuis 1992, la Constitution fédérale prévoit un service civil en lieu et place d'un service militaire. En plus des possibilités d'engagement qui existent, il est prévu de reconnaître et de proposer désormais des activités exercées au sein d'une autorité en tant que service civil. Le financement peut être effectué par l'intermédiaire du système existant (régime des allocations pour perte de gain/assurance militaire SUVA).

Moins de débats, plus de dialogue!

Ce sont précisément les jeunes qui manquent d'enthousiasme pour le travail de milice. Avec l'introduction d'une rencontre politique régulière dans les écoles au niveau communal et un échange permanent par l'intermédiaire des réseaux sociaux, cela doit changer. Les conseillers communaux doivent donner aux élèves des niveaux pri-

maire et secondaire un aperçu de leur travail et leur prouver de manière crédible qu'ils sont autant attentifs aux jeunes en tant que citoyens et électeurs intéressés qu'aux thèmes qui les préoccupent.

Nombre maximum de dossiers

Ainsi que cela s'est toujours avéré au cours des dernières années, les parlementaires de tous les niveaux évoluent toujours plus en direction d'une «politique professionnelle». Par la détermination d'un nombre minimum de dossiers durant une période législative, une priorisation est absolument nécessaire. Lorsqu'une concentration sur des affaires essentielles est nécessaire, on privilégiera les dossiers qui sont effectivement utiles à la population et non pas propices à se faire un nom. Ainsi, le temps investi par les parlementaires devrait pouvoir être réduit massivement, ce qui fait que la compatibilité entre activité professionnelle et activité de milice pourrait être renforcée.

Prise en compte dans le service militaire

Pour obtenir un meilleur degré d'acceptation du travail de milice politique, il est proposé d'imputer les heures effectuées au service militaire obligatoire. Le système actuel du service militaire obligatoire fonctionne déjà sur cette base-là. Les engagements au sein du service militaire ou civil sont pris en compte ou engendrent une réduction de la taxe d'exemption de l'obligation de servir. Grâce à une prise en considération et une mise sur pied d'égalité, la pression sur le travail de milice est réduite.

Compatibilité avec la vie professionnelle

Notre monde est davantage globalisé, dynamique et tout est devenu plus éphémère. Le système de milice, par contre, reflète une

image encore très traditionnelle. Les membres de l'exécutif communal se rencontrent hebdomadairement pour des séances et apposent leur visa sur des factures et contrats dans les bureaux de l'administration communale. Cela étant, une présence physique une fois par semaine dans la commune ne serait même pas nécessaire. Premièrement, la signature électronique doit être introduite de manière systématique. Deuxièmement, les séances ne devraient plus avoir lieu forcément sur place, mais de manière virtuelle. Sur le plan légal, cette solution peut être mise en œuvre aujourd'hui déjà, mais on manque souvent de know-how dans les communes. Il convient de noter que l'Association des Communes Suisses et les associations économiques pourraient fournir un soutien actif et aller au-devant des communes.

Conseil communal souple

Les femmes sont fortement sous-représentées dans les fonctions de cadre communales. La raison principale réside dans l'absence de modèles de travail flexibles. Les obligations à remplir dans plusieurs endroits différents par exemple rendent la participation aux séances du conseil communal impossible. Ainsi, pourquoi ne pas participer à la séance depuis son smartphone? L'utilisation d'outils numériques au niveau communal est très réaliste.

Conseil communal des jeunes

Le conseil communal des jeunes est organisé de manière analogue au conseil communal. Le conseil communal des jeunes se réunit en principe parallèlement au conseil communal. Le conseil communal des jeunes peut intervenir soit au début, soit à la fin de la séance du conseil communal. Par ailleurs,



10 de 19 propositions de réforme ont pu être présentées, 3 ont été choisies par le jury public: le concours des idées de l'ACS, soutenu par les assurances Axa, Baloise, Helvetia, Swiss Life, Swiss Re et Zurich, ainsi qu'economiesuisse, la Société Suisse d'Utilité Publique, Swissmem, Interpharma et scienceindustries.

Photo: Deniz Kenber



le conseil communal des jeunes peut prendre ses propres décisions lorsqu'il s'agit de montants mineurs (p.ex. 1% du budget de la commune). Etant donné que le conseil communal des jeunes dispose de compétences de manière analogue à une commission, il doit être ancré comme organe responsable dans le règlement communal.

Influenceurs du système de milice

Souvent, les jeunes sont motivés par des amis pour effectuer un engagement politique. L'idée est que dix jeunes politiques et politiciens de milice bénéficient durant un an d'un accompagnement intensif et individuel et puissent ainsi être formés pour devenir des politiciennes et politiciens et influenceuses et influenceurs compétents. L'objectif consiste à mener le projet à bien au niveau communal et à sensibiliser ainsi les jeunes en faveur de la politique locale.

Une association du futur

Pour le renforcement et le maintien du système de milice suisse, la promotion de la relève est particulièrement importante. Une ébauche attrayante et novatrice consisterait en la création d'une association du futur pour jeunes et moins jeunes dans les communes. Le cœur de cette association doit être axé sur des rencontres régulières lors desquelles des enfants et des jeunes pourraient présenter leurs différents souhaits de manière ludique et créative (sur la base de posters, esquisses, Lego, etc.), souhaits qui auront été préalablement élaborés au sein de la famille. De même, les idées des enfants et des jeunes doivent pouvoir être présentées lors d'assemblées communales.

Allocations pour perte de gain

Les politiciens doivent pouvoir être indemnisés pour le travail effectué et ceci de manière adéquate. Cela doit se faire par l'intermédiaire d'une allocation pour perte de gain pour l'employeur. Les employeurs doivent libérer leurs collaborateurs pour accomplir leurs tâches dans le sens préconisé par le système.

Indemnisation uniforme

Désormais, l'indemnisation des politiciens de milice est uniformisée au niveau suisse par tête d'habitant (habitants de la commune) et rehaussée sur un niveau approprié (médian de la CH).

Formation qualifiée

L'exercice de fonctions au sein du système de milice est reconnu comme formation. A ce titre, XX crédits ECTS sont attribués désormais par XX heures de travail (système des ECTS, en place dans quasiment toutes les universités).

nancières plus importantes. Mais ce qu'elles souhaitent surtout, c'est davantage d'estime pour le travail de milice et que les jeunes puissent y accéder plus facilement.

La proposition qui a recueilli le plus de voix auprès du public à Zurich va d'ailleurs dans cette direction. Le jeune libéral-radical Matthias Müller veut mettre en place des rencontres consacrées à la politique. Il propose que les conseillers communaux se rendent dans les classes des niveaux primaire et secondaire pour discuter de questions et de problèmes précis. Des interactions directes sur les médias sociaux peuvent aussi être envisagées, dit Matthias Müller. «Les jeunes pourraient ainsi se faire une idée plus précise de la politique communale.»

Un potentiel de relève non exploité

Il renvoie à l'étude de la Haute école technique et économique de Coire qui montre qu'un cinquième des jeunes pourraient être intéressés par une fonction politique. Mais la plupart du temps, l'occasion ne se présente pas, dit le jeune politicien qui a grandi à Merenschwand, en Argovie, et vit actuellement à Zurich où il prépare son doctorat en droit. «Quand une vacance se présentait dans notre commune, on faisait tout sauf s'adresser aux jeunes.» Et la plupart d'entre eux ne venaient pas d'eux-mêmes parce qu'ils n'avaient pas de liens avec le monde politique. Les rencontres dans les écoles pourraient remédier à ce problème. Des propositions telles que les rencontres politiques sont relativement faciles à réaliser, dit Hannes Germann, président de l'ACS et conseiller aux Etats de l'Union démocratique du centre (UDC). «Les rencontres dans les écoles permettraient justement aux jeunes de se faire une idée très concrète de la politique communale.» Il ajoute que l'ACS pourrait rassembler les expériences réalisées dans les communes afin d'en conseiller d'autres. Mais d'abord, le but de l'association faitière est de réunir des idées et de lancer la discussion. Elle entend ensuite l'alimenter en présentant vers le milieu de l'année ses propres propositions pour renforcer le système de milice.

Lukas Leuzinger

Cet article fait partie de #DearDemocracy, la plateforme de swissinfo.ch pour la démocratie directe. Partenaire média de l'«Année du travail de milice», swissinfo.ch publie régulièrement des articles sur ce thème.

Infos:
www.swissinfo.ch/fer

Echo politique à Berne: le Conseil fédéral doit agir!

Le Conseil fédéral est prié de présenter les mesures qui pourraient être prises afin d'assurer l'avenir du système politique de milice à l'échelle communale, et de montrer comment il sera possible de recruter suffisamment de personnes intéressées pour assumer des mandats de milice. 22 conseillères nationales et conseillers nationaux ont cosigné le postulat déposé par Nadine Masshardt (PS/BE). L'avenir du système de milice ayant un intérêt central pour la politique, le Conseil fédéral doit ici également participer à la recherche de solutions et mettre en évidence l'ampleur du problème et de possibles mesures, fait valoir la députée. Selon elle, il s'agit notamment d'examiner s'il est possible d'appliquer des mesures comme une allocation perte de gain pour le travail de milice, une déduction fiscale des indemnités versées aux autorités ou une imputation des heures effectuées au service militaire.

L'ACS convie à son séminaire d'été

La Suisse dispose avec le système de milice d'une institution unique en son genre qui permet au citoyen de s'identifier à l'Etat, qui renforce la capacité à trouver des compromis et limite la bureaucratie. Si l'on veut que l'organisation actuelle de l'Etat soit maintenue, des conditions pour assurer sa survie doivent être créées. Et pour cela, un débat sérieux à l'échelle de l'ensemble du pays est nécessaire. Dans cet esprit, l'Association des Communes Suisses (ACS) organise le 23 mai 2019, un jour avant son Assemblée générale à Bellinzone, un séminaire sur l'«avenir du système de milice». Nous nous réjouissons de pouvoir discuter avec vous des propositions de réforme pour un système de milice durable, propositions que l'ACS pourra ensuite soutenir et faire avancer au niveau politique. Informations et inscription sur: www.tinyurl.com/inscription-bellinzone.